

MAURITANIA



Treaty Series No. 21 (1999)

Exchange of Notes

between the Government of the
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
and the Government of the Islamic Republic of Mauritania

concerning Certain Commercial Debts (The United Kingdom/Mauritania Debt Agreement No. 6 (1995))

Rabat, 24 November 1995 and Nouakchott, 18 February 1996

[The Agreement entered into force on 18 February 1996]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
April 1999*

**EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE
GOVERNMENT OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA CONCERNING
CERTAIN COMMERCIAL DEBTS (THE UNITED KINGDOM/MAURITANIA
DEBT AGREEMENT NO. 6 (1995))**

No. 1

*Her Majesty's Ambassador at Rabat to the Secretary General of the Ministry of Finance
of the Islamic Republic of Mauritania*

*British Embassy
Rabat*

24 November 1995

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer au compte-rendu agréé concernant la consolidation de la dette de la République Islamique de Mauritanie signé lors de la conférence tenue à Paris le 28 juin 1995, et d'informer Votre Excellence que le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est prêt à fournir un allègement de la dette au Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie aux termes et conditions exposés dans l'Annexe jointe.

Si ces termes et conditions sont acceptables pour le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, j'ai l'honneur de proposer que cette Note ensemble avec son Annexe et votre réponse à cet effet constituent un accord en la matière entre nos deux gouvernements qui sera connu comme "L'Accord de Dette Royaume-Uni/Mauritanie No 6 (1995)" et qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

ALLAN RAMSAY

ANNEXE

SECTION 1

Définitions et interprétation

- (1) Dans la présente annexe, à moins qu'une intention contraire ne soit évidente, on entend:
- (a) par "le procès-verbal agréé", le procès-verbal agréé relatif à la consolidation de la dette de la République islamique de Mauritanie qui a été signé à la Conférence tenue à Paris le 28 juin 1995;
 - (b) par "taux du marché approprié", le taux de référence plus une marge de 0,5 pour cent;
 - (c) par "la Banque", la Banque centrale de la République islamique de Mauritanie ou toute autre institution que le Gouvernement de la Mauritanie désignerait aux fins de la présente annexe;
 - (d) par "jour ouvrable", un jour sauf le samedi ou le dimanche où des transactions sont effectuées sur le Marché interbancaire de Londres et (si le paiement est dû un tel jour) un jour où les banques sont ouvertes pour des opérations intérieures et de change à Londres;
 - (e) par "la période de consolidation", la période allant du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1997 inclus;
 - (f) par "dette", toute dette à laquelle les dispositions de la présente annexe sont applicables en vertu des dispositions de la section 2;
 - (g) par "le Département", le Département des garanties de crédits à l'exportation (Export Credits Guarantee Department) en la personne du ministre compétent ou tout autre service du Gouvernement du Royaume-Uni que le ministre compétent désignerait par la suite aux fins de la présente annexe;
 - (h) par "le Cinquième Accord", l'Accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la Mauritanie relatif à certaines dettes commerciales signé le 19 octobre 1993;
 - (i) par "le Quatrième Accord", l'Accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la Mauritanie relatif à certaines dettes commerciales signé le 13 juillet 1991;
 - (j) par "échéance", en ce qui concerne une dette spécifiée dans la section 2, la date de paiement spécifiée dans les Deuxième et Troisième Accords, le Quatrième Accord et le Cinquième Accord;
 - (k) par "la Mauritanie", la République islamique de Mauritanie;
 - (l) par "taux de référence", le taux (arrondi, le cas échéant, au plus proche multiple supérieur de 1/16 (un seizième) d'un pour cent) coté au Département par une banque à convenir par le Département et par la Banque comme étant celui auquel ladite banque offre des dépôts semestriels en sterling sur le Marché interbancaire de Londres à 11h00 (heure de Londres) deux jours ouvrables avant le commencement de la période d'intérêt applicable;
 - (m) par "les Deuxième et Troisième Accords", les deux Accords entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement de la Mauritanie relatifs à certaines dettes commerciales signés le 11 février 1989 et qui s'intitulent respectivement Accord No 2 (1986) entre le Royaume-Uni et la Mauritanie relatif à des dettes et Accord No 3 (1987) entre le Royaume-Uni et la Mauritanie relatif à des dettes;

- (n) par "Royaume-Uni", le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- (2) Toutes les références aux intérêts, à l'exception des intérêts contractuels, concernent les intérêts accumulés de jour en jour et calculés sur la base de jours effectivement écoulés et d'une année de 365 jours.
- (3) Là où le contexte de la présente annexe le permet, les mots paraissant sous la forme d'un singulier comprennent également le pluriel et vice-versa.
- (4) A moins d'une indication contraire, une référence à une section spécifiée est interprétée comme une référence à ladite section de la présente annexe.
- (5) Les titres des sections ne sont là que pour des facilités de référence.

SECTION 2

La dette

- (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'Article IV du procès-verbal agréé, les dispositions de la présente annexe s'appliquent:
 - (a) à tout montant, qu'il s'agisse du principal ou des intérêts (sauf les intérêts accumulés sur des intérêts) payable en vertu des Deuxième et Troisième Accords, qui est venu ou doit venir à échéance durant la période de consolidation et qui demeure impayé; y
 - (b) à tout montant, qu'il s'agisse du principal ou des intérêts (sauf les intérêts accumulés sur des intérêts) payable en vertu du Quatrième Accord, qui est venu ou doit venir à échéance entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996 et qui demeure impayé; y
 - (c) à tout montant, qu'il s'agisse du principal ou des intérêts (sauf les intérêts accumulés sur des intérêts) payable en vertu du Cinquième Accord, qui est venu ou doit venir à échéance entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 1996 et qui demeure impayé.

SECTION 3

Paiements en vertu des Deuxième et Troisième Accords, du Quatrième Accord et du Cinquième Accord

Pour autant qu'elles concernent le paiement d'une dette quelconque, les dispositions des Deuxième et Troisième Accords, du Quatrième Accord et du Cinquième Accord cessent de s'appliquer au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord.

SECTION 4

Réduction et paiement des dettes

- (1) Le Département:
 - (a) réduit de 67 pour cent à l'échéance le montant de la dette spécifiée à l'alinéa (a) de la section 2;
 - (b) réduit de 25 pour cent à l'échéance le montant de la dette spécifiée à l'alinéa (b) de la section 2.
- (2) Conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6, le Gouvernement de la Mauritanie règle le reliquat de chaque dette spécifiée aux alinéas (a) et (b) de la section 2 au Département aux dates suivantes et dans les pourcentages suivants:

<u>Date de remboursement</u>	<u>Pourcentage à rembourser</u>
31 décembre 2002	0,12
30 juin 2003	0,20
31 décembre 2003	0,28
30 juin 2004	0,38
31 décembre 2004	0,48
30 juin 2005	0,58
31 décembre 2005	0,70
30 juin 2006	0,82
31 décembre 2006	0,94
30 juin 2007	1,08
31 décembre 2007	1,22
30 juin 2008	1,36
31 décembre 2008	1,52
30 juin 2009	1,70
31 décembre 2009	1,86
30 juin 2010	2,06
31 décembre 2010	2,26
30 juin 2011	2,46
31 décembre 2011	2,68
30 juin 2012	2,92
31 décembre 2012	3,18
30 juin 2013	3,44
31 décembre 2013	3,70
30 juin 2014	4,00
31 décembre 2014	4,30
30 juin 2015	4,64
31 décembre 2015	4,98
30 juin 2016	5,34
31 décembre 2016	5,72
30 juin 2017	6,12
31 décembre 2017	6,54
30 juin 2018	7,00
31 décembre 2018	7,46
30 juin 2019	7,96

(3) Conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6, le Gouvernement de la Mauritanie paie aussi au Département 100 pour cent de la dette spécifiée à l'alinéa (c) de la section 2 aux dates suivantes et dans les pourcentages suivants:

<u>Date de remboursement</u>	<u>Pourcentage à rembourser</u>
30 juin 1997	4,00
31 décembre 1997	4,38
30 juin 1998	4,79
31 décembre 1998	5,22
30 juin 1999	5,67
31 décembre 1999	6,15
30 juin 2000	6,65
31 décembre 2000	7,19
30 juin 2001	7,75
31 décembre 2001	8,33
30 juin 2002	8,95
31 décembre 2002	9,61
30 juin 2003	10,29
31 décembre 2003	11,02

SECTION 5

Intérêts

(1) Les intérêts sur le solde de chaque dette sont considérés comme ayant couru et courant pendant la période allant de l'échéance jusqu'au règlement de cette dette au moyen de versements au Département et sont perçus pour la même période.

(2) Conformément aux dispositions du paragraphe (1) de la section 6 et aux dispositions de la présente section, le Gouvernement de la Mauritanie est tenu de payer et paie au Département des intérêts sur chaque dette dans la mesure où elle n'a pas été réglée au moyen de versements au Département au Royaume-Uni. Ces intérêts sont versés au Département, le premier versement le 31 juillet 1996 et puis semestriellement, les 30 juin et 31 décembre (les "dates d'échéance") chaque année.

(3) Si tout montant d'intérêts payables conformément aux dispositions du paragraphe (2) de la présente section n'est pas payé à la date d'échéance de paiement dudit montant, le Gouvernement de la Mauritanie est tenu de verser et verse au Département des intérêts sur ledit montant d'intérêts échus. De tels intérêts supplémentaires courent de jour en jour, à partir de la date d'échéance de paiement dudit montant conformément aux dispositions du paragraphe (2) de la présente section jusqu'à la date de réception du paiement par le Département et sont dus sans autre préavis ni réclamation.

(4) Tous les intérêts payables conformément aux dispositions de la présente section sont payés au taux du marché approprié applicable à chaque période d'intérêt de six mois à compter de la période d'intérêt de six mois durant laquelle l'échéance de la dette concernée intervient.

SECTION 6

Versements au Département

(1) Au moment où les paiements arrivent à échéance aux termes des sections 4 ou 5, la Banque organise le versement, sans déduction pour impôts, redevances ou autres taxes publiques ou toutes autres charges à payer en Mauritanie ou hors du pays, des montants nécessaires en sterling sur un compte dont le Département notifie les détails à la Banque.

(2) Si le jour où le paiement arrive à échéance n'est pas un jour ouvrable, le paiement est effectué le prochain jour ouvrable.

(3) La Banque donne au Département tous les détails des dettes et/ou des intérêts auxquels les versements ont trait.

SECTION 7

Echanges d'informations

(1) Le Département et la Banque échangent toutes les informations requises pour l'application de la présente annexe.

(2) Aux fins du paiement des dettes et des intérêts, le Département envoie au Ministère des Finances la notification des montants à payer et des taux du marché approprié appliqués au plus tard 6 semaines avant leurs dates d'échéance respectives.

SECTION 8

Autres règlements de dettes

(1) Le Gouvernement de la Mauritanie s'engage à respecter ses obligations en vertu de l'Article III du procès-verbal agréé et convient d'accorder au Gouvernement du Royaume-Uni des conditions non moins favorables que celles convenues avec tout autre créancier, nonobstant toute disposition contraire de la présente annexe.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) de la présente section ne s'appliquent pas aux questions relatives au paiement des intérêts fixés par la section 5.

SECTION 9

Option de conversion de dette

Le Gouvernement du Royaume-Uni notifie préalablement au Gouvernement de la Mauritanie s'il est disposé à faire usage de l'option prévue au paragraphe 3 de l'Article II du procès-verbal agréé. Ladite option ne peut être mise en oeuvre qu'avec le consentement du Gouvernement de la Mauritanie.

SECTION 10

Conditionnalité

Le Département se réserve le droit de déclarer que la présente annexe ne s'applique pas aux dettes venant à échéance entre le 1er avril 1996 et le 31 mars 1997 et entre le 1er avril 1997 et le 31 décembre 1997, si les approbations visées aux alinéas (b) et (c) du paragraphe 4 de l'Article IV du procès-verbal agréé n'ont pas été données respectivement aux 31 mars 1996 et 31 mars 1997.

No. 2

*The Secretary General of the Ministry of Finance of the Islamic Republic of Mauritania
to Her Majesty's Ambassador at Rabat*

*Ministry of Finance
Nouakchott*

18 February 1996

Excellence,

En réponse à votre lettre en date du 24/11/95, relative à l'allégement de la dette de la République Islamique de Mauritanie envers la Grande Bretagne, j'ai l'honneur de confirmer que les modalités et conditions énoncées dans l'annexe qui lui est jointe sont acceptables pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et que votre lettre et son annexe constituent, avec la présente réponse, un accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet.

Cet accord qui sera intitulé "L'ACCORD DE DETTE N° 6 ROYAUME UNI/MAURITANIE (1995)" entre en vigueur, conformément à votre proposition, à la date de la présente correspondance.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de mes sentiments distingués. / .

MOHAMED ABDERRAHMANE OULD ABEID

[TRANSLATION OF NO. 1]

Your Excellency,

I have the honour to refer to the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of the Islamic Republic of Mauritania which was signed at the Conference held in Paris on 28 June 1995, and to inform Your Excellency that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland is prepared to provide debt relief to the Government of the Islamic Republic of Mauritania on the terms and conditions set out in the attached Annex.

If these terms and conditions are acceptable to the Government of the Islamic Republic of Mauritania, I have the honour to propose that this Note together with its Annex, and your reply to that effect, shall constitute an Agreement between our two Governments in this matter which shall be known as "The United Kingdom/Mauritania Debt Agreement No 6 (1995)" and which shall enter into force on the date of your reply.

I have the honour to convey to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

ANNEX

SECTION 1

Definitions and Interpretation

- (1) In this Annex, unless the contrary intention appears:
- (a) “the Agreed Minute” means the Agreed Minute on the Consolidation of the Debt of the Islamic Republic of Mauritania which was signed at the Conference held in Paris on 28 June 1995;
 - (b) “Appropriate Market Rate” means the Reference Rate plus 0.5 per cent;
 - (c) “the Bank” means the Central Bank of the Islamic Republic of Mauritania or any other institution which the Government of Mauritania may nominate for the purposes of this Annex;
 - (d) “Business Day” means a day excluding Saturday and Sunday on which dealings are carried on in the London interbank market and (if payment is required to be made on such day) on which banks are open for domestic and foreign exchange business in London;
 - (e) “the Consolidation Period” means the period from 1 January 1995 to 31 December 1997 inclusive;
 - (f) “Debt” means any debt to which, by virtue of the provisions of Section 2, the provisions of this Annex apply;
 - (g) “the Department” means the Secretary of State acting by the Export Credits Guarantee Department or any other Department of the Government of the United Kingdom which the Secretary of State may subsequently nominate for the purpose hereof;
 - (h) “the Fifth Agreement” means the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Mauritania on Certain Commercial Debts signed on 19 October 1993;¹
 - (i) “the Fourth Agreement” means the Agreement between the Government of the United Kingdom and the Government of Mauritania on Certain Commercial Debts signed on 13 July 1991;²
 - (j) “Maturity” in relation to a Debt specified in Section 2 means the date for payment specified in the Second and Third Agreements, the Fourth Agreement or the Fifth Agreement;
 - (k) “Mauritania” means the Islamic Republic of Mauritania;
 - (l) “Reference Rate” means the rate (rounded upwards where necessary to the nearest multiple of 1/16th (one sixteenth) of one per cent) quoted to the Department by a bank to be agreed upon by the Department and the Bank as the rate at which that bank is offering six-month sterling deposits in the London Interbank Market at 11am (London time) two Business Days before the commencement of the relevant interest period;
 - (m) “the Second and Third Agreements” means the two agreements between the Government of the United Kingdom and the Government of Mauritania on Certain Commercial Debts signed on 11 February 1989 and entitled respectively the United Kingdom/Mauritania Debt Agreement No 2 (1986)³ and the United Kingdom/Mauritania Debt Agreement No 3 (1987);⁴

¹ Treaty Series No 15, (1994) Cm 2491.

² Treaty Series No 39, (1992) Cm 1967.

³ Treaty Series No 72, (1991) Cm 1675.

⁴ Treaty Series No 62, (1991) Cm 1656.

(n) "United Kingdom" means the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

(2) All references to interest, excluding contractual interest, shall be to interest accruing from day to day and calculated on the basis of actual days elapsed and a year of 365 days.

(3) Where the context of this Annex so allows, words importing the singular include the plural and vice versa.

(4) Unless otherwise indicated, reference to a specified Section shall be construed as a reference to that Section of this Annex.

(5) The headings to the Sections are for ease of reference only.

SECTION 2

The Debt

The provisions of this Annex shall, subject to Article IV paragraph 4 of the Agreed Minute, apply to:

(a) any amount, whether of principal or of interest (excluding interest accrued on interest) payable under the Second and Third Agreements which has fallen due or will fall due during the Consolidation Period and which remains unpaid; and

(b) any amount, whether of principal or of interest (excluding interest accrued on interest), payable under the Fourth Agreement which has fallen due or will fall due from 1 January 1995 to 31 December 1996 and which remains unpaid; and

(c) any amount, whether of principal or of interest (excluding interest accrued on interest), payable under the Fifth Agreement which has fallen due or will fall due from 1 January 1995 to 31 December 1996 and which remains unpaid.

SECTION 3

Payments under the Second and Third Agreements, the Fourth Agreement and the Fifth Agreement

The provisions of the Second and Third Agreements, the Fourth Agreement and the Fifth Agreement insofar as they relate to the payment of any Debt shall cease to apply upon the entry into force of this Agreement.

SECTION 4

Debt Reduction and Payment

(1) The Department shall:

(a) reduce the amount of Debt specified in Section 2(a) by 67 per cent on Maturity;

(b) reduce the amount of Debt specified in Section 2(b) by 25 per cent on Maturity.

(2) The Government of Mauritania shall then pay to the Department, in accordance with the provisions of Section 6(1), the remainder of each Debt specified in Sections 2(a) and 2(b) on the following dates and in the following percentages:

<u>Repayment Date</u>	<u>Percentage to be repaid</u>
31 December 2002	0.12
30 June 2003	0.20
31 December 2003	0.28
30 June 2004	0.38
31 December 2004	0.48
30 June 2005	0.58
31 December 2005	0.70
30 June 2006	0.82
31 December 2006	0.94
30 June 2007	1.08
31 December 2007	1.22
30 June 2008	1.36
31 December 2008	1.52
30 June 2009	1.70
31 December 2009	1.86
30 June 2010	2.06
31 December 2010	2.26
30 June 2011	2.46
31 December 2011	2.68
30 June 2012	2.92
31 December 2012	3.18
30 June 2013	3.44
31 December 2013	3.70
30 June 2014	4.00
31 December 2014	4.30
30 June 2015	4.64
31 December 2015	4.98
30 June 2016	5.34
31 December 2016	5.72
30 June 2017	6.12
31 December 2017	6.54
30 June 2018	7.00
31 December 2018	7.46
30 June 2019	7.96

(3) The Government of Mauritania shall also pay to the Department, in accordance with the provisions of Section 6(1) 100 per cent of the Debt specified in Section 2(c) on the following dates and in the following percentages:

<u>Repayment Date</u>	<u>Percentage to be repaid</u>
30 June 1997	4.00
31 December 1997	4.38
30 June 1998	4.79
31 December 1998	5.22
30 June 1999	5.67
31 December 1999	6.15
30 June 2000	6.65
31 December 2000	7.19
30 June 2001	7.75
31 December 2001	8.33
30 June 2002	8.95
31 December 2002	9.61
30 June 2003	10.29
31 December 2003	11.02

SECTION 5

Interest

(1) Interest on the balance of each Debt shall be deemed to have accrued and shall accrue during, and shall be payable in respect of, the period from Maturity until the settlement of that Debt by payment to the Department.

(2) The Government of Mauritania shall be liable for and shall pay to the Department in accordance with the provisions of Section 6(1) and of this Section interest on each Debt to the extent that it has not been settled by payment to the Department in the United Kingdom. Such interest shall be paid to the Department first on 31 July 1996 and then half-yearly on 30 June and 31 December (the "Due Dates") each year.

(3) If any amount of interest payable in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Section is not paid on the Due Date, the Government of Mauritania shall be liable and shall pay to the Department interest on such amount of overdue interest. Such additional interest shall accrue from day to day from the Due Date for payment thereof in accordance with the provisions of paragraph (2) of this Section to the date of receipt of the payment by the Department, and shall be due without further notice or demand.

(4) All interest payable in accordance with the provisions of this Section shall be paid at the Appropriate Market Rate applicable to each half-yearly interest period commencing with the half-yearly interest period within which the Maturity of the Debt concerned occurs.

SECTION 6

Payments to the Department

(1) When payment becomes due under the terms of Section 4 or 5, the Bank shall arrange for the necessary amounts, without deduction of taxes, fees, other public charges or any other costs accruing inside or outside Mauritania, to be paid in sterling to an account notified by the Department to the Bank.

(2) If the day on which such a payment falls due is not a Business Day payment shall be made on the nearest Business Day.

(3) The Bank shall give the Department full particulars of the Debts and/or interest to which the payments relate.

SECTION 7

Exchange of Information

(1) The Department and the Bank shall exchange all information required for the implementation of this Annex.

(2) For the purposes of payment of Debt and Interest the Department shall provide notification to the Ministry of Finance of the amounts to be paid and the Appropriate Market Rates applied no later than 6 weeks prior to their respective Due Dates of payment.

SECTION 8

Other Debt Settlements

(1) The Government of Mauritania undertakes to fulfil its commitments under Article III of the Agreed Minute and agrees to accord to the Government of the United Kingdom terms no less favourable than those agreed with any other creditor, notwithstanding any provision of this Annex to the contrary.

(2) The provisions of paragraph (1) of this Section shall not apply to matters relating to the payment of interest determined by Section 5.

SECTION 9

Debt Conversion Option

The Government of the United Kingdom shall give prior notification to the Government of Mauritania if it is willing to exercise the option provided for in Article II paragraph 3 of the Agreed Minute. This option may only be implemented with the consent of the Government of Mauritania.

SECTION 10

Conditionality

The Department reserves the right to declare that this Annex shall not apply to Debts with a Maturity from 1 April 1996 to 31 March 1997 and from 1 April 1997 to 31 December 1997 if the approvals referred to in Article IV in paragraph 4b and 4c of the Agreed Minute have not been given by 31 March 1996, and 31 March 1997 respectively.

[Translation of No. 2]

Your Excellency,

In reply to your letter of 24 November 1995 on the reduction of the Islamic Republic of Mauritania's debt to Great Britain, I have the honour to confirm that the terms and conditions set out in the annex to that letter are acceptable to the Government of the Islamic Republic of Mauritania and that your letter and the annex thereto shall constitute, together with this reply, an Agreement between our two Governments in this matter.

This Agreement, which will be known as the "UNITED KINGDOM/MAURITANIA DEBT AGREEMENT NO 6 (1995)", shall enter into force, in accordance with your proposal, on the date of this letter.

Please accept, Your Excellency, the assurance of my distinguished sentiments.

MOHAMED ABDERRAHMANE OULD ABEID



Published by The Stationery Office Limited
and available from:

The Publications Centre

(Mail, telephone and fax orders only)
PO Box 276, London SW8 5DT
General enquiries 0171 873 0011
Order through the Parliamentary Hotline *Lo-call* 0345 02 34 74
Fax orders 0171 873 8200

The Stationery Office Bookshops

123 Kingsway, London WC2B 6PQ
0171 242 6393 Fax 0171 242 6394
68–69 Bull Street, Birmingham B4 6AD
0121 236 9696 Fax 0121 236 9699
33 Wine Street, Bristol BS1 2BQ
0117 9264306 Fax 0117 9294515
9–21 Princess Street, Manchester M60 8AS
0161 834 7201 Fax 0161 833 0634
16 Arthur Street, Belfast BT1 4GD
01232 238451 Fax 01232 235401
The Stationery Office Oriel Bookshop,
18–19 High Street, Cardiff CF1 2BZ
01222 395548 Fax 01222 384347
71 Lothian Road, Edinburgh EH3 9AZ
0131 228 4181 Fax 0131 622 7017

Accredited Agents
(see Yellow Pages)

and through good booksellers

ISBN 0-10-143172-4

A standard linear barcode representing the ISBN number 0-10-143172-4.

9 780101 431729